

Numéro 22 - 8 juin 2019

Des sujets de préoccupation pour le corps politique
Dépôt du rapport de l'Enquête nationale sur
les femmes et les filles autochtones
disparues et assassinées



Cérémonie de clôture de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées, au Musée canadien de l'histoire à Gatineau, le 3 juin 2019 (P. Palmater)

- **Un urgent appel à l'action**
- *Pauline Easton* -
- **À propos de l'Enquête nationale et son rapport final**
- *Barbara Biley* -
- **Nous demandons au Canada d'agir immédiatement**
- *Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique* -
- **Un rapport complémentaire sur le Québec**

Défense des droits de traité en Colombie-Britannique

- **Les premières nations de Blueberry River intentent une poursuite historique sur les impacts cumulatifs**

Les Britanniques rejettent le néolibéralisme et l'impérialisme

- **De grandes manifestations expriment le mépris pour le président américain**

Le recours aux «moyens diplomatiques» pour forcer un changement de régime

- D'autres mesures désespérées du Groupe de Lima
 - *Margaret Villamizar* -
- Le Canada ferme son ambassade au Venezuela
- Rencontre des ministre cubain et canadien des Affaires étrangères à Toronto
- Cuba n'est pas intimidée par les mesures de durcissement du blocus
 - *Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba* -
- Appel de la Conférence hémisphérique de solidarité anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme
 - *Institut cubain d'amitié avec les peuples* -

Argentine

- La réponse du mouvement ouvrier à l'exacerbation de la crise néolibérale
 - *Miranda Jolie* -

Forum public à Toronto le 15 juin

- Pour la paix, la sécurité et la dénucléarisation sur la péninsule coréenne

Supplément

- 75e anniversaire du jour J

Dépôt du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées

Un urgent appel à l'action

- Pauline Easton -



Rassemblement à Vancouver le 14 février 2019, avant la marche commémorative pour les femmes et filles autochtones disparues et assassinées cette année

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées affirme dans son rapport que les éléments de preuve recueillis l'ont amenée à conclure que les femmes et les filles

autochtones disparues et assassinées sont les victimes d'un génocide canadien.

Dans l'introduction du rapport on lit ceci: « Ces massacres sont les fruits des affirmations coloniales de souveraineté sur les territoires et les peuples autochtones, comme en témoignent la *Loi sur les Indiens*, la rafle des années 1960, les pensionnats indiens, les atteintes aux droits de la personne et aux droits des Autochtones, de même que les politiques actuelles, qui marginalisent ces derniers et entraînent une augmentation directe de l'incidence de la violence, des décès et du suicide chez leurs populations. » Dans les conclusions il est écrit: « Les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones continuent d'être marginalisées et exclues sur le plan social et économique, une situation qui découle directement du colonialisme ainsi que des politiques gouvernementales racistes et sexistes. Cette marginalisation et cette exclusion sont les objectifs des politiques coloniales de l'État canadien, qui portent atteinte aux droits sociaux, économiques et politiques des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones, en plus de menacer leurs droits à la sécurité humaine et, par conséquent, leur sûreté. Il s'agit d'outils génocidaires. »

L'enquête cite des études contemporaines sur le génocide pour étayer ses conclusions. Elle publie sur son site Web un rapport complémentaire sur la définition juridique du génocide et son application au Canada.

Il y a des éditorialistes, commentateurs, experts et politiciens qui contestent cette conclusion. Leur réponse est troublante à plusieurs niveaux, mais rien de plus troublant que l'angoisse qu'elle suscite en détournant le discours dans le brouillard du racisme, qui consiste à blâmer le peuple pour tous les problèmes et à l'accuser de racisme. Une certaine couverture médiatique de la publication du rapport final de l'Enquête nationale met en lumière l'échec du gouvernement libéral à s'attaquer aux crimes historiques commis par l'État canadien contre les peuples autochtones. D'autre part, la réponse du gouvernement Trudeau s'appuie également sur les relations coloniales qui demeurent à ce jour et sur les tentatives continues d'imposer un processus décisionnel aux peuples autochtones. Le Canada refuse de renoncer aux pouvoirs de prérogative usurpés par la Couronne et d'établir des relations de nation à nation. Il refuse également d'offrir des réparations pour les torts et les crimes commis et de mettre en place les conditions requises pour que les peuples autochtones puissent exercer leur droit d'être.



Ainsi, le gouvernement Trudeau continue de recourir à la rhétorique et de prendre des mesures symboliques qui peuvent ou non atténuer les problèmes, tout en maintenant les relations et les structures coloniales qui sont les instruments du génocide. La raison en est que les intérêts multinationaux privés et étroits qu'il sert exigent la suppression finale des droits des peuples autochtones sur l'utilisation des terres et des ressources.

Pour ce qui est des conservateurs, le bilan du gouvernement Harper et son approche « ouverte aux affaires » adoptée en Alberta, en Ontario, au Québec et ailleurs montrent que tout ce qui a trait aux droits est considéré comme « mauvais pour les affaires » et doit être éliminé par la conclusion d'accords dans le dos des personnes concernées. Bernard Valcourt, ministre des Affaires autochtones de 2013 jusqu'à la défaite du gouvernement Harper à l'automne 2015, refuse même d'admettre que les actions du Canada contre les peuples autochtones constituent un génocide. Il a répondu à la conclusion de génocide de l'Enquête nationale en la qualifiant de « propagandiste ».

En ce qui concerne les autres partis qui forment le système de cartel de partis, l'expérience montre

qu'il n'y a aucun moyen de les obliger à rendre des comptes eux non plus en ce qui concerne leur prétention de gouverner au nom du peuple. L'établissement de relations de nation à nation avec les peuples autochtones et la réparation des torts qui leur ont été infligés est une affaire d'humanisation de l'environnement naturel et social en tant qu'expression de l'affirmation du pouvoir du peuple. C'est la nécessité historique à laquelle sont confrontés les Canadiens et l'ensemble de l'humanité aujourd'hui.

L'objectif de la couverture médiatique courante est de détourner l'attention de cette nécessité historique. Mais pendant que les s'affairent à détourner l'attention avec un faux débat sur la définition du « génocide » et si elle est appropriée dans les circonstances, l'insistance des peuples autochtones à exiger que le gouvernement remédie à la situation immédiatement et respecte leurs droits ancestraux et issus de traité montre que les enquêtes et les rapports passés et les promesses d'action antérieures n'ont pas mené à l'élimination des structures coloniales qui sont la source du problème. Ces faits importants sont clairement mis en évidence dans le rapport de l'enquête.

Ce rapport est le résultat de la persistance des peuples autochtones à affirmer leur *droit d'être*, en opposition aux tentatives pluriséculaires de les manipuler et de les détourner et de finalement éliminer leurs droits une fois pour toutes, en plus de l'opposition à la négation directe, ouverte. C'est aussi le produit du soutien de l'ensemble des Canadiens et pour ces derniers c'est une occasion de discuter de ces questions, de faire le point sur la situation aujourd'hui et de trouver une voie vers l'avant. Les peuples autochtones ont non seulement fait preuve de résilience et de « patience » tout au long de l'histoire récente de leur affirmation, ils ont aussi acquis une aversion pour les mots creux, et cela est très inspirant et c'est au cœur de la situation actuelle.

À cet égard, un aspect positif du rapport de l'Enquête nationale est qu'il a permis dans une certaine mesure de faire entendre la voix des victimes du système de « justice » coloniale, raciste et misogyne du Canada. Sont également remarquables à cet égard les « appels à la justice » qui servent de recommandations et sont appelés « impératifs juridiques ». Ce sont les voix du peuple qui doivent prévaloir pour définir 1) ce qui constitue la justice et 2) ce qu'il faut entendre par « impératif juridique ». C'est là que doivent prévaloir les définitions modernes du peuple, et non celles imposées par l'héritage colonial, celles utilisées par ce qu'on appelle les institutions démocratiques libérales pour priver le peuple de ce qui lui appartient de plein droit.

Comment intervenir dans les prochaines élections fédérales d'une manière qui favorise l'avancement des droits des peuples autochtones et les intérêts des travailleurs canadiens est devenu un important sujet de préoccupation pour le corps politique. C'est un problème difficile et troublant pour les Canadiens précisément parce que les institutions dites démocratiques ne les représentent pas, elles représentent la Couronne et les relations coloniales qu'elle maintient à ce jour. Prenez l'exemple de la question de savoir si l'un ou l'autre des partis cartellisés constitue un meilleur choix lorsqu'il s'agit de redresser les torts historiques causés aux Autochtones. Les gens sont confrontés à des choix qui divisent le corps politique d'une manière à empêcher la résolution de tout problème en leur faveur. Il y a d'un côté ceux qui défendent ou cherchent à perfectionner les défunctes institutions démocratiques libérales pour lesquelles les conditions n'existent plus, puis il y a ceux, comme Trump et ses semblables au Canada et dans le monde, dont les actions laissent peu de doute sur leur détermination à carrément détruire ces institutions pour complètement éliminer le peuple de l'équation. Ni l'une ni l'autre de ces positions n'est une option véritable. Nous devons continuer de faire valoir nos réclamations à la société, comme les peuples autochtones l'ont fait si vaillamment dans la mesure du possible durant cette Enquête nationale. Ce faisant, la voie vers l'avant pour bâtir le genre d'institutions démocratiques que l'époque réclame, si absentes aujourd'hui, continue de se dessiner.

La parole et les autres formes d'action pour faire leurs réclamations à la société sont des moyens sur lesquels les peuples autochtones et l'ensemble des Canadiens peuvent et doivent compter. Ils peuvent compter sur eux-mêmes et c'est cela la voie vers l'avant aujourd'hui.

Avec un profond respect



(Photos: LML, M. Horel, J. Stayshyn, Leveller, I. Wurmman)

À propos de l'Enquête nationale et son rapport final

- Barbara Biley -



Des filles et des garçons des 13 provinces et territoires remettent le rapport aux représentants des provinces et des territoires durant la cérémonie.

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a été annoncée en décembre 2015 et a officiellement commencé ses travaux en septembre 2016. Deux ans et demi plus tard, malgré la démission de plusieurs commissaires et membres du personnel et le manque de coopération du gouvernement fédéral, elle a publié son rapport final de 1183 pages le 3 juin dans la Grande Galerie du Musée canadien de l'histoire de Gatineau. Les commissaires avaient pour mandat « d'examiner et de faire rapport sur les causes systémiques de toutes les formes de violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes 2ELGBTQQIA autochtones au Canada en regardant les tendances et les facteurs sous-jacents ».



Dans son rapport final intitulé *Réclamer notre pouvoir et notre place*, l'Enquête nationale conclut que le meurtre et la disparition de femmes et filles autochtones s'inscrivent dans un génocide global contre les peuples autochtones du Canada. Le rapport est divisé en 11 chapitres d'examen, suivis de 231 recommandations, ou « appels à la justice ». L'Enquête nationale présente également deux rapports supplémentaires : un rapport de 180 pages axé sur les expériences vécues au Québec, avec 21 recommandations, et un rapport de 49 pages axé sur l'analyse du génocide.

La ténacité des amis et des familles des victimes, qui ont refusé de permettre que leurs soeurs, leurs filles, leurs mères et leurs tantes soient oubliées, a été le facteur déterminant dans l'ouverture de l'enquête et la publication de son rapport final. Les efforts de tous ceux et celles qui se battent pour qu'il n'y ait plus de victimes et qu'on en finisse avec la conception coloniale de l'État canadien et son refus d'établir des relations de nation à nation et d'assumer toutes ses responsabilités envers les peuples autochtones ont également été décisifs. Au total, 2380 personnes, dont 468 survivants et leurs familles, ont participé à l'Enquête nationale qui a coûté 90 millions de dollars. Il y a eu plus de 1 000 heures de témoignages de survivants, de témoins et de familles. De nombreuses autres personnes n'ont pas pu participer pour diverses raisons, notamment le refus du gouvernement libéral d'accéder à la demande des commissaires d'une augmentation du financement et d'une prolongation de deux ans afin que davantage de personnes puissent être entendues.

Pendant même que l'enquête se déroulait, plus de 130 femmes et filles autochtones auraient été victimes d'homicide, ou auraient perdu la vie dans des conditions suspectes ou seraient décédées alors qu'elles étaient hospitalisées, selon deux bases de données, pour une moyenne de trois morts par mois. Les commissaires disent ne pas pouvoir déterminer le nombre exact de femmes autochtones assassinées ou disparues au Canada au cours des dernières décennies mais estiment toutefois que les chiffres publiés par la GRC en 2014, qui font état de 1 181 femmes et filles autochtones disparues ou assassinées entre 1980 et 2012, sont susceptibles d'être une sous-estimation. L'Association des femmes autochtones du Canada estime ce chiffre à près de 3 000. « Malgré tous les efforts déployés pour consigner ces vérités, lit-on dans le rapport final, nous concluons qu'il est impossible pour quiconque de déterminer le nombre exact de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées au Canada. Des milliers de meurtres et de disparitions de femmes n'ont vraisemblablement pas été enregistrés, et ce, des décennies durant, et de nombreuses familles ont sans doute été incapables de trouver la force ou le courage de s'inscrire à l'Enquête nationale avant la fin de la période allouée. »

Quoi qu'il en soit, les chiffres montrent à la fois l'indifférence des autorités de l'État à l'égard des femmes et filles autochtones assassinées ou disparues ainsi que la nécessité d'une action urgente et immédiate pour remédier à cette situation qui perdure. Le rapport souligne que le génocide dont ces morts et disparitions font partie est facilité « par des structures coloniales » comme la *Loi sur les Indiens*, « la rafle des années 1960, les pensionnats indiens, les atteintes aux droits de la personne et aux droits des Autochtones, de même que les politiques actuelles, qui marginalisent ces derniers et entraînent une augmentation directe de l'incidence de la violence, des décès et du suicide chez leurs populations ».

Les quatre commissaires nationaux chargés de l'enquête, la commissaire en chef Marion Buller et les commissaires Brian Eyolfson, Qajaq Robinson et Michèle Audette, ont présenté leur rapport lors d'une cérémonie sacrée réunissant quelque 500 personnes. Le premier ministre Justin Trudeau, les dirigeants d'organisations autochtones nationales et régionales et de nombreux politiciens, dont les chefs du NPD, du Parti conservateur et du Parti Vert, étaient au nombre des participants.

À la cérémonie, la commissaire en chef, Marion Buller, a déclaré que les vérités rendues publiques dans le rapport final « ne seront pas effacées » et que les 231 appels à la justice contenus dans le rapport final ne sont pas de simples recommandations, mais des « impératifs juridiques » qui doivent être mis en œuvre. Elle a déclaré : « Bien que notre mandat comporte la formulation de recommandations, ci-après nommées 'appels à la justice', il faut comprendre que ces recommandations constituent en fait des impératifs juridiques. Elles ne sont pas optionnelles. Les appels à la justice découlent des lois nationales et internationales régissant les droits de la personne et les droits des Autochtones, y compris les droits énoncés par la Charte, la Constitution et l'Honneur de la Couronne. Ainsi, le Canada a l'obligation légale de mettre pleinement en application ces appels à la justice et de veiller à ce que les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones vivent dans la dignité. »

En conférence de presse plus tard, la commissaire en chef a souligné que l'État canadien et ses politiques sont à l'origine de la violence persistante contre les femmes et les filles autochtones, notant que « l'État canadien a appliqué et continue d'appliquer des politiques qui perpétuent la violation des droits humains et des droits autochtones. C'est de la colonisation. C'est de la discrimination. C'est un génocide. Il doit y avoir un changement transformationnel dans la façon dont nous construisons et maintenons des relations entre les peuples autochtones et non autochtones. »

Les 231 appels à la justice de l'enquête comprennent 46 appels spécifiques aux Inuits, 29 appels spécifiques aux Métis et 32 appels spécifiques aux personnes 2SLGBTQQIA. Les autres appels sont divisés par domaine – culture, santé et au bien-être, sécurité humaine, justice – et par industrie et institution. Ceux qui appartiennent à cette dernière catégorie s'adressent aux médias, aux

influenceurs sociaux, aux avocats et associations de juristes, aux éducateurs et aux prestataires de services de santé et de bien-être, aux travailleurs sociaux, aux services de police et de transport, à l'industrie hôtelière et aux industries d'extraction et de mise en valeur des ressources. Tous les Canadiens sont également invités à lire le rapport final, à s'informer sur la violence historique à l'égard des femmes et des filles autochtones et à défendre les droits des peuples autochtones pour que tous les gouvernements rendent des comptes et s'assurent que les recommandations formulées dans le rapport final soient appliquées.

Lisez les [231 Appels à la justice](#) de l'Enquête nationale.

Pour le rapport complet, voir [Rapport final volume 1a](#) et [Rapport final volume 1b](#).

Voir le [Rapport supplémentaire - génocide](#).

(Photos : Enquête nationale sur les FFADA, Fondation Canadienne des femmes)

Nous demandons au Canada d'agir immédiatement

- Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique -



Marche commémorative des femmes à Vancouver le 14 février 2019

La violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones continue de dévaster les familles et les communautés de l'île de la Tortue. Aujourd'hui, avec la publication du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, la Coalition pour les femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones disparues ou assassinées (MMIWG2S) de la Colombie-Britannique appelle les gouvernements fédéral et provincial à prendre des mesures immédiates pour mettre en oeuvre les recommandations de ce rapport.

« Nous avons toujours su qu'il s'agissait d'un génocide ; d'un féminicide autochtone. La violence à laquelle nous sommes confrontés se produit dans tous les aspects de notre vie - à tous les niveaux, dans toutes les institutions, dans toutes les interactions. Le Canada doit répondre immédiatement à tous les appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale et mettre fin au génocide contre les femmes et filles autochtones », a déclaré **Sophie Merasty**, soeur de Rose Merasty et membre du Centre des femmes du centre-est de Vancouver.

Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique,

a dit : « Nous avons attendu trop longtemps que des mesures soient prises dans ce dossier et le présent rapport couvre en grande partie ce que nous savons déjà. Nous avons besoin de logements, de transports et de services sûrs et accessibles pour les femmes, les filles et les personnes autochtones bispirituelles. Nous devons nous attaquer au 'génocide canadien' - c'est la pire forme de discrimination qui existe depuis des centaines d'années et se poursuit aujourd'hui avec le sexisme flagrant et le racisme qui sévissent dans ce pays. Nous avons besoin d'un système de protection de l'enfance qui vise à réunir les familles et non pas à les séparer pour préserver l'héritage laissé par les pensionnats. Nous avons besoin de ce changement aujourd'hui, nous ne pouvons plus attendre. »

Le grand chef Stewart Philip, président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, a déclaré : « Les libéraux fédéraux se lancent dans une expansion controversée du pipeline, dont les camps d'hommes mettront davantage en danger les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones. Et pourtant, ils disent être un gouvernement féministe. Avec la publication de ce rapport, nous savons que nous devons voir un budget et un plan d'action spécifiques pour la mise en oeuvre de ces recommandations avant les élections fédérales de cet automne. »

Janice Abbott, PDG d'Atira Women's Resource Society, a déclaré : « Nous soutenons le langage fort et nécessaire utilisé dans le rapport et appelons tous les Canadiens à mettre de côté leurs stéréotypes et leurs craintes et à souscrire aux recommandations en faveur d'un Canada plus généreux, plus fort et plus inclusif, qui a à coeur non seulement les femmes disparues et leurs familles et leurs proches, mais également toutes les femmes des Premières Nations, métisses et inuites de partout - celles qui luttent pour leur survie en ce moment dans un climat de profond racisme et misogynie anti-autochtones, dont les enfants qui continuent d'être enlevés par l'État et qui continuent d'être exposées à la violence, aux abus et à l'exploitation. Ceci n'est pas notre passé. C'est notre présent. Le changement est déjà trop tard. Il n'y a pas de temps à perdre. »

Laurel McBride, de Rape Relief and Women's Shelter de Vancouver, a dit : « Nous sommes heureuses de voir l'appel lancé à l'État de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et responsabiliser les responsables de la violence à l'égard des femmes autochtones, bispirituelles, gaies et transgenres ; la mise en place d'un revenu de subsistance annuel garanti et de programmes et de services visant à promouvoir la sécurité des personnes travaillant dans l'industrie du sexe. Nous appelons tous les niveaux de gouvernement à prendre au sérieux les conclusions de *Réclamer notre pouvoir et notre place* et à faire de ces appels à la justice une priorité immédiate. »

Le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, **Terry Teegee**, a dit : « Les recommandations énoncées dans le présent rapport doivent être rapidement et intégralement appliquées afin de mettre rapidement un terme au génocide de notre peuple. Bien que nombre de problèmes sociaux soient connus depuis des décennies, nous avons continué de faire face à de l'apathie et parfois à une hostilité totale, alors que nous travaillions à la collaboration et au progrès au sein des systèmes de justice et de services sociaux canadiens. Cela doit cesser maintenant. »

Jenny Kwan, députée de Vancouver-Est, a dit : « Le gouvernement fédéral doit s'engager à mettre en oeuvre toutes les recommandations avec des ressources spécifiques et un échéancier qui est redevable devant le public. Tout ce qui serait moins que cela serait un manque de respect pour tous celles et ceux qui ont partagé leur histoire et plaidé pour la justice. »

Des représentants du **chef et du conseil de la bande indienne de Neskonlith** ont dit d'une seule voix que « des milliers de survivantes et de familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées de toutes les nations ont partagé leur histoire et c'est maintenant le temps d'agir ! »

(3 juin 2019. Traduit de l'anglais par LML. Photo: M. Bush)

Un rapport complémentaire sur le Québec



Dans le cadre de son rapport final, l'Enquête nationale sur les filles et femmes autochtones disparues et assassinées publie un rapport supplémentaire distinct sur le Québec. Ce rapport est le produit de la Commission d'enquête provinciale sur les femmes autochtones disparues et assassinées au Québec. Le gouvernement du Québec du premier ministre de l'époque, Philippe Couillard, a annoncé la création de la commission le 9 août 2016, six jours après le lancement de l'Enquête nationale. L'Enquête nationale a décidé de publier le rapport de la commission du Québec « afin d'accorder une attention particulière au phénomène de la violence faite aux femmes et aux filles des Premières Nations au Québec. Ce rapport se veut complémentaire au rapport de l'Enquête nationale, qui inclut une analyse plus détaillée par rapport aux réalités des Inuits au Canada ainsi qu'au Québec ».

L'introduction explique également un certain nombre de différences entre les expériences vécues au Québec et dans le reste du Canada, notamment les barrières linguistiques et culturelles, le contexte politique et socio-historique, la Convention de la Baie James et du Nord québécois en 1975, l'expérience unique des institutions religieuses, la gestion des services sanitaires, sociaux et éducatifs, ainsi que le traitement des orphelins, des jeunes contrevenants et des enfants considérés comme « illégitimes » et leur placement dans des institutions à caractère religieux. Une autre différence citée est que les corps policiers autochtones vers lesquels les victimes de violence se tournent d'abord pour obtenir de l'aide sont plus nombreux au Québec.

Par exemple, l'introduction au Rapport complémentaire sur le Québec souligne :

« Le contexte socio-historique et politique du Québec est différent du contexte canadien. La Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) en 1975 et celle de la Convention du Nord-Est québécois en 1978. Ces deux traités représentent des traités dits 'modernes', mais il existe d'autres traités conclus entre la Couronne et les Premières Nations qui sont applicables sur le



territoire que l'on appelle aujourd'hui le Québec, par exemple le Traité Huron-Britannique de 1760 et le traité d'Oswegatchie. »

« Les conséquences de la colonisation et de la sédentarisation ont débuté rapidement après l'arrivée des Européens, mais les autres politiques génocidaires se produisent parfois à différentes époques de l'histoire du Québec, même s'ils représentent plusieurs des mêmes conséquences pour les communautés autochtones à travers le Canada. Par exemple, le premier pensionnat 'indien' a été ouvert en 1931 à Fort George ; ainsi, au moins deux générations des Premières Nations du Québec ayant vécu des périodes importantes de leur vie dans les pensionnats autochtones se côtoient encore à ce jour.

« Une autre différence marquante est le fait qu'une proportion importante des Premières Nations au Québec, en particulier celles qui ne sont pas signataires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, emploient le français comme première ou seconde langue d'usage. Cette situation a des répercussions significatives sur les solidarités entre peuples autochtones. La barrière linguistique rend plus difficile la communication entre les femmes autochtones du Québec et, entre celles-ci et leurs soeurs du reste du Canada. Ceci peut notamment empêcher la mise en commun de ressources et de stratégies culturellement adaptées pour la prévention de la violence et le mieux-être dans les communautés.

« Le contexte institutionnel du Québec possède également ses particularités. Jusqu'à une époque récente, les congrégations religieuses géraient les services de santé et les services sociaux, ainsi que les services éducatifs. Elles ont joué un rôle prépondérant dans l'éducation, l'offre de soins aux malades et la protection de l'enfance jusqu'aux années 1960. C'est à cette époque que l'État prend progressivement le contrôle des établissements qui assurent ces services. Par exemple, en 1960 les congrégations religieuses possèdent toujours 104 établissements, soit 35 % des hôpitaux du Québec, et sont responsables de la régie interne de 23 hôpitaux laïques.

« De la même manière, les enfants dits 'illégitimes', les orphelins et les jeunes contrevenants sont, jusqu'aux années 1960, pris en charge par les congrégations religieuses, qui privilégient le placement en institution. Ailleurs au Canada, la protection de l'enfance est depuis longtemps sous la responsabilité d'agences laïques mandatées par l'État, qui privilégient le placement des enfants dans des familles d'accueil ou leur adoption. Ce contexte socio-historique particulier fait en sorte que les impacts de la colonisation ont pu être vécus différemment au Québec.

« Sur le plan de la sécurité publique, il importe aussi de mentionner que le Québec est la province qui compte le plus de corps policiers autochtones autonomes. Ainsi, lorsque des femmes autochtones subissent de la violence au Québec, les services de police autochtones sont souvent ceux qui sont appelés à agir comme intervenants de première ligne. »

Le rapport supplémentaire décrit l'expérience coloniale de la situation particulière des femmes et des filles autochtones au Québec en présentant le contexte historique et social dans lequel sont commis des crimes contre elles. Il informe également de l'ampleur du problème des FFADA et des solutions potentielles. Les cas de différentes victimes sont également relatés. Il se termine par 21 Appels à la justice adressés au gouvernement du Québec.

Pour lire le Rapport complémentaire sur le Québec, cliquer [ici](#).

Les premières nations de Blueberry River intentent une poursuite historique sur les impacts cumulatifs

Ce qui suit est un compte-rendu du Conseil et du Chef de la Première Nation de Blueberry River sur leur décision de saisir à nouveau la Cour suprême de la Colombie-Britannique d'une poursuite historique sur les impacts cumulatifs – tel que publié sur leur site web le 24. Le procès des impacts cumulatifs du Traité 8, Première Nation de Blueberry River c. la Province de Colombie-Britannique, a débuté le 27 mai à la Cour suprême de Colombie-Britannique.

Le Chef et le Conseil ont dit :

« La Première Nation de Blueberry River a été obligée de retourner devant les tribunaux pour faire respecter ses droits de traité contre la Province de la Colombie-Britannique. [...] Nous avons recours au tribunal parce que nous voulons protéger nos droits de traité et nos futures générations contre les impacts d'un développement accru sur notre territoire.

« Notre nation était prête à négocier et à travailler en collaboration avec le gouvernement pour en arriver à une résolution de la crise des impacts cumulatifs sur notre territoire, cependant le gouvernement provincial a adopté une position unilatérale sur la question du développement du pétrole et du gaz sur notre territoire et nous avons dû à nouveau porter l'affaire devant les tribunaux.

« Plutôt que de continuer sur la voie de la réconciliation et de négocier une solution, nous sommes forcés de demander une injonction pour protéger nos droits de traité et interdire tout empiètement des terres sur notre territoire jusqu'à ce que nos droits de traité soient respectés.

« En vertu du Traité 8, le gouvernement a le droit de saisir des terres à des fins de colonisation, mais a aussi la responsabilité de protéger notre mode de vie. C'était là l'engagement fondamental du Traité 8.

« Nous avons poursuivi notre mode de vie Dane-Zaa axé sur la chasse, la trappe et la pêche depuis plusieurs générations, même si pendant ce temps notre territoire était colonisé et développé.

« Mais l'équilibre a disparu.

« Maintenant, plus de 73 % de notre territoire est à 250 mètres d'une coupe à blanc, d'un puits de pétrole et de gaz, d'une usine de transformation, d'une route, d'un barrage ou d'une infrastructure industrielle quelconque. Les rivières, les ruisseaux et le muskeg s'assèchent, les pierres à lécher sont en voie de disparition. La faune sur laquelle nous comptons est en voie de disparition. Il ne nous reste presque plus d'espace pour la chasse, la trappe et la pêche et pour vivre en paix dans les endroits que nous avons toujours connus comme appartenant au peuple Dane-Zaa.

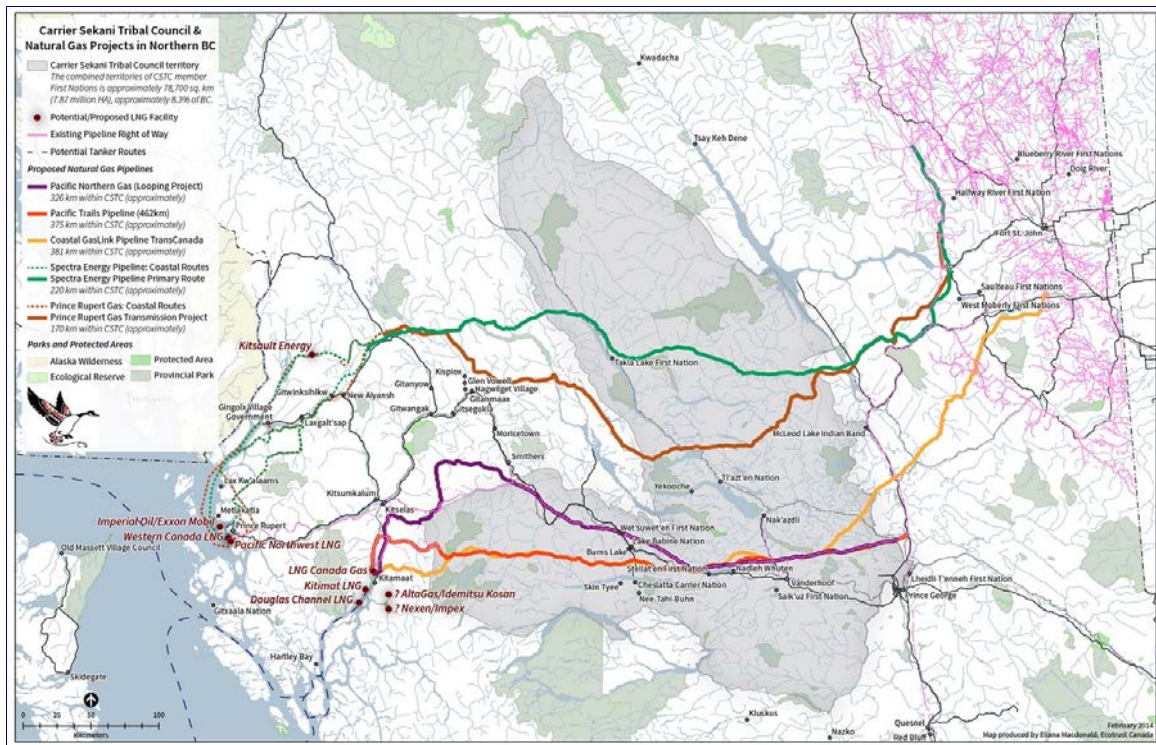
« Ce n'est pas ce que nos ancêtres ont accepté en signant le Traité 8.

« C'est une cause historique qui nous permet d'établir qu'il y a des limites au droit du gouvernement de saisir des terres sur notre territoire en vertu du Traité 8, et que la limite a été atteinte. Nous allons



demander que la Cour fasse respecter la restriction des droits de la Couronne sur notre territoire en vertu du Traité 8. »

Historique du procès de la Première Nation de Blueberry River sur les impacts cumulatifs c. la province de Colombie-Britannique



Carte des projets de gaz naturel dans le nord de la Colombie-Britannique. Les territoires de la première nation Blueberry sont dans le haut de la carte à droite. Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Historique : le coin abandonné de la Colombie-Britannique et les nations abandonnées

Il y a un peu plus de cent ans que le gouvernement canadien a cherché le consentement des ancêtres de la Première Nation de Blueberry River (PNBR) et d'autres nations de Traité 8 à la colonisation de notre territoire qui avait été occupé par notre peuple depuis de nombreuses générations. Nos ancêtres ne voulaient pas donner leur consentement sauf si le gouvernement s'engageait à ce que notre mode de vie, axé sur la chasse, la pêche et la trappe partout sur notre territoire, soit préservé, même s'il y avait colonisation. La Couronne nous avait fait une promesse solennelle. Cette promesse était la fondation même du Traité 8.

Aujourd'hui, cependant, la Première Nation de Blueberry River déclare que cette promesse a été rompue. En raison d'une colonisation et d'un développement rapides, nous avons perdu des régions primordiales telles que Peace River, Charlie Lake et Montney. Nous avons été de plus en plus déplacés, alors que notre peuple tente d'exercer ses droits de traité promis, entouré d'une des plus grandes densités de perturbation industrielle de la Colombie-Britannique. Notre territoire est en train de devenir méconnaissable.

La Première Nation de Blueberry River est l'une des nations du Traité 8 à prendre position contre cet assaut incontrôlé de perturbation de notre environnement.

En 2015, nous avons entrepris une action civile contre le gouvernement de la Colombie-Britannique déclarant que l'ampleur du développement industriel autorisé par le gouvernement de la Colombie-

Britannique avait dépassé les limites, et que leurs membres ne pouvaient plus poursuivre leurs activités traditionnelles telles qu'assurées par le traité - « aussi longtemps que le soleil luit et que la rivière coule ».

Nous avons recours aux tribunaux afin de faire respecter le Traité 8 et empêcher l'empiètement accru de nos terres jusqu'à ce que nos droits de traité soient respectés.

Un aperçu de la perturbation

Selon l'Atlas des perturbations cumulatives de l'environnement sur le territoire traditionnel des PNBR de 2016, il y a déjà :

- 110 300 km.de formations linéaires (y compris des routes, des lignes de transmission, des lignes sismiques et des oléoducs) existant sur 38 327 km² du territoire – ou 2,88 km de perturbation linéaire par kilomètre carré.
- des régions où la perturbation linéaire est beaucoup plus élevée (variant entre 6,1 et 12 km par km² tandis que dans certaines régions elle peut atteindre 24 km par km²)
- 19 974 puits de pétrole et de gaz dont 36 % sont actifs. Plusieurs de ces puits sont maintenant « abandonnés », et personne n'est chargé du nettoyage ou de l'enlèvement puisque les compagnies viennent, font de l'argent ou font faillite, et quittent.
- En tout, 73 % de la région sur le territoire traditionnel de la PNBR est à une distance de 250 mètres d'une perturbation industrielle, et approximativement 84 % du territoire est à une distance de 500 mètres d'une perturbation industrielle.
- Ajoutons que des régions qui jadis constituaient les principaux territoires de la nation sont maintenant des terres agricoles – 28 % du territoire de la PNBR est zoné ou converti en Réserve de terres agricoles (RTA).
- Aussi, deux barrages hydroélectriques, le W.A.C. Bennett et le Peace Canyon, sont sur le territoire traditionnel de la PNBR, et la construction d'un troisième barrage, le Site C, a commencé.

Comme dans la plus grande partie de la Colombie-Britannique, il existe une industrie forestière dans le nord-est. Mais contrairement à d'autres régions de la Colombie-Britannique, les pratiques forestières n'ont pas beaucoup évolué dans cette région depuis les années 1980. Ici, les mesures visant à protéger la faune et la forêt ancienne n'ont pas été adoptées, et les mesures de base en foresterie telles que le reverdissement ne sont pas obligatoires. Le code territorial de Blueberry est une zone de foresterie à forte intensité. Pire encore, moins de 1 % du territoire de la PNBR est protégé – il n'y a donc pas de régions essentielles qu'on peut déclarer hors d'atteinte du développement, ou qui peut servir d'habitat essentiel pour les espèces et les écosystèmes qui permettent à la PNBR de jouir de ses droits de traité de façon significative.

Il y a beaucoup d'autres indications que tout ne va pas pour le mieux en ce qui concerne la terre et l'eau ici :

Les ours grizzly et le caribou boréal sont extirpés de leur zone traditionnelle dans ce coin sud du territoire boréal de la Colombie-Britannique. Ce qui reste de caribou sur le territoire des Blueberry disparaît à toute vitesse, et sans action immédiate il disparaîtra sans doute à tout jamais. Les politiques gouvernementales et le développement ont provoqué une baisse du nombre d'originaux, et ceux que nous trouvons sont souvent malades ou impropres à la consommation. Les membres de la Première Nation refusent de boire l'eau en raison de la senteur provenant des hydrocarbures versés dans l'air et de l'usage intensif de l'eau pour la fracturation dans l'extraction du gaz. On hésite à consommer des animaux qui sont peut-être passés par des régions contaminées. Et la sismicité

induite – le terme scientifique pour la création de séismes par les humains – est à la hausse. La page spéciale du site web de l'Office du pétrole et du gaz de la Colombie-Britannique révèle qu'au cours des 14 mois de surveillance (en 2013-2014)) il y a eu 231 événements sismiques 'induits' sur le territoire principal des Blueberry.

Pour quelle raison le territoire traditionnel de la PNBR est-il si gravement touché ?

Sous la forêt boréale et le muskeg existent des gisements de gaz de schiste parmi les plus grands au monde, et depuis 15 ans il y a un développement intense pour déterminer qui peut mettre la main sur ce marché. Plus de 80 % du territoire principal de la PNBR est déjà occupé, alors que des droits sont accordés aux compagnies pour l'extraction du gaz. De récentes annonces sur le développement du gaz naturel liquéfié sur la côte de la Colombie-Britannique sont d'importants incitatifs pour le développement de ce combustible émetteur à forte intensité de gaz à effet de serre, et indiquent que le rythme et l'intensité du développement du gaz vont se poursuivre au cours des prochaines décennies. Malgré cela, il n'y a toujours pas de régions protégées ni de régions hors-limites au développement. Des mesures de réparation urgentes sont requises – il faut s'occuper de l'immense empreinte écologique qui est déjà présente, et plus rapidement qu'une empreinte nouvelle ne se forme, si on veut permettre à la terre de se réparer plus vite qu'elle ne se détériore. Ce travail ne peut être remis à plus tard.

De récents rapports gouvernementaux confirment le problème

Le forestier en chef de la Colombie-Britannique a reconnu que l'essentiel du territoire des Blueberry a été coupé à blanc de façon disproportionnelle au cours des dernières années (87 % de la récolte régionale provient du cœur du territoire des Blueberry.) Selon les dossiers de l'Office national de l'énergie, des milliers de nouveaux puits et une vaste infrastructure liée au gaz et au pétrole font partie de projets devant se développer à même le territoire principal des Blueberry, dont le sous-sol est le bassin de gaz North Montney. Ce développement s'ajoute au développement intensif qui a déjà eu lieu (voir le résumé des données de l'Atlas plus haut.) Le vérificateur général de la Colombie-Britannique a récemment confirmé l'ampleur du désastre environnemental et écologique sur le territoire des Blueberry et dans le nord-est de la province, alors que des dizaines de milliers de puits ont été abandonnés et d'autres laissés sans entretien. Le projet du gouvernement d'électrifier les champs gaziers ne pourra qu'engendrer un développement et une infrastructure accrus dans la région.

Historique des négociations et du procès

Bien que nous soyons déterminés et prêts à nous battre sur le plan juridique pour protéger nos droits de traité et ceux des générations futures, nous espérons pouvoir l'éviter.

Les Blueberry ont tout fait cette année pour collaborer avec la province de la Colombie-Britannique pour commencer à traiter des impacts cumulatifs du développement pétrolier, gazier, forestier et autre sur notre territoire. Comme nous en avons rendu compte à nos familles, nous avons fait des pas dans la bonne direction et sur plusieurs questions. Notre nation avait espoir que des efforts fondés sur la bonne volonté des deux parties allaient nous éviter d'avoir recours aux tribunaux pour qu'ils imposent des mesures pour faire respecter nos droits de traité.

Cependant, à la suite des pressions de l'industrie pétrolière et gazière, le gouvernement nous a imposé une position à prendre ou à laisser, défaisant des mois d'efforts pour développer une solution collaborative et une meilleure gestion du développement à venir. Le gouvernement est revenu à son approche d'agir « comme d'habitude », par l'approbation expéditive d'un plus grand développement pétrolier et gazier sur notre territoire.

En dépit de la reconnaissance par le gouvernement, les scientifiques, les Premières Nations et le

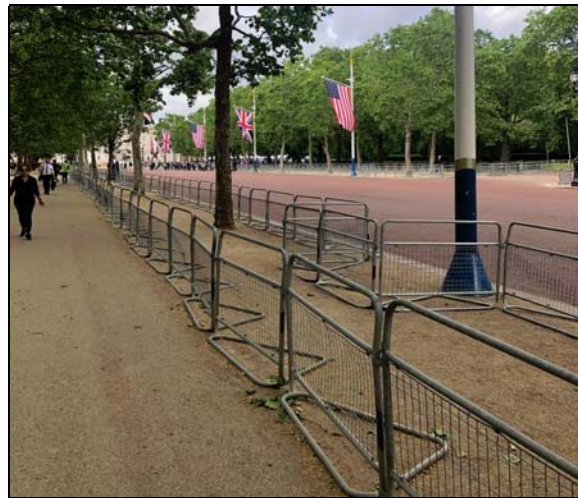
La visite d'État du président des États-Unis Donald Trump en Grande-Bretagne, du 3 au 5 juin, a suscité une opposition du début à la fin.

Non seulement le président des États-Unis n'a-t-il pas été invité à s'adresser aux Chambres du Parlement, ce qui est significatif, mais les Britanniques de tous les coins du pays ont déclaré que la visite d'État n'est pas en leur nom. En juillet l'an dernier, 250 000 personnes avaient manifesté dans le centre de Londres pour déclarer que Trump n'était pas le bienvenu au pays. C'est le même esprit qui s'est exprimé en 2019. Que ce soit lors du carnaval de résistance de masse qui a eu lieu au Trafalgar Square et qui a attiré 75 000 personnes qui ont ensuite rempli Whitehall, ou les manifestations qui ont été organisées dans plusieurs villes grandes et petites, ou la prise de position des résidents de Portsmouth lorsque Trump s'est joint aux représentants de l'État britannique pour les commémorations du Jour J, il est clair que le peuple a parlé en son nom, et non pour démontrer à quelque commentateur marginal que Donald Trump est dénoncé et méprisé.

La manifestation du 4 juin à Trafalgar Square a été un moment de grande importance, organisé par Tous contre Trump, qui est un front uni de la Coalition pour arrêter Trump et de Tous debout contre Trump. Elle a réuni toute une gamme de groupes de campagne et de syndicats telle la Campagne pour le désarmement nucléaire et la Coalition pour arrêter la guerre, les syndicats Unite et Unison. Confiantes, des dizaines de milliers de personnes ont marché sur la rue Whitehall jusqu'à la scène érigée aussi près de Downing Street que les autorités l'ont permis. Si dense était la foule qu'il était presque impossible de bouger et d'autres personnes n'ont cessé de se joindre dans le cours du rassemblement.

Les sujets des conversations entre Trump et le gouvernement britannique, et d'autres encore, étaient représentés sur les slogans et les nombreuses pancartes affichées par les manifestants, et par les contingents présents au Trafalgar Square, qui affirmaient les différents droits du peuple, démontrant ainsi que le peuple est bien capable d'établir son propre ordre du jour.

L'urgent appel à l'établissement d'un gouvernement antiguerre, mis de l'avant par les militants du contingent du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) et d'autres activistes antiguerre, exprimait la signification d'être ensemble contre Trump, une tâche du présent qui sauvegarde l'avenir et qui représente les aspirations du peuple qui s'oppose à Trump. On peut dire que le gouvernement britannique et l'administration Trump sont tous deux des gouvernements proguerre. Non seulement est-ce le cas, mais le thème du Jour J, du 6 juin, représente l'héroïsme et la lutte des peuples pour la paix contre la pire réaction pour qui la guerre et l'agression priment sur tout. Il est clair que les peuples doivent bâtir leurs propres institutions nationales et internationales pour atteindre leur but.



Aucune foule ne s'est rassemblée pour voir passer le cortège d'automobiles de Trump

Une des demandes centrales était que Trump et les multinationales américaines enlèvent leurs pattes du Service national de santé (NHS). Lors de sa conférence de presse avec la première ministre Theresa May, Trump a dit que dans tout accord de commerce entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le NHS va faire partie de l'enchère comme tout le reste, avant de se rétracter plus tard. Le chat était tout de même sorti du sac. Même avant le point de presse, le Congrès des syndicats britanniques (TUC) avait déclaré que « Notre NHS n'est pas à vendre ! »

Dans son discours au rassemblement à Whitehall, la secrétaire générale du TUC, Frances O'Grady, a

déclaré avec grande fermeté : « Les grandes entreprises pharmaceutiques ont tellement hâte de mettre la main sur notre NHS. Et Trump va appuyer ces vautours corporatifs de toutes ses forces. Nous ne devons jamais accepter un système de santé à l'américaine dans lequel les gens ordinaires perdent leur système de santé pour que des dirigeants super riches raflent des milliards. Transmettons donc un message clair au président Trump et à quiconque se retrouvera à Downing Street dans quelques semaines. Notre NHS n'est pas à vendre. »

Elle a ajouté : « Nous ne devrions pas dérouler le tapis rouge pour un homme qui répand délibérément la peur et les préjugés, qui prend le parti des suprémacistes blancs, des néofascistes et de ceux qui haïssent les femmes, et qui sépare les familles et met les enfants dans des cages. »

Plusieurs autres personnes ont pris la parole, dont des jeunes qui ont parlé de leur avenir et de la nécessité de s'opposer à l'irresponsabilité des Trump et May de ce monde en ce qui concerne les changements climatiques. Mark Serwotka, du Syndicat des services publics et commerciaux, a défendu avec passion le NHS et le personnel qui provient de tant de pays du monde et à qui le NHS doit tant. Les orateurs ont exprimé la passion et l'engagement de plusieurs sections du peuple à s'opposer à ce que Trump représente.

Un fait saillant du rassemblement a été le discours du dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, qui a bien exprimé le sentiment des participants. Il a dit qu'il ne faut pas se limiter à exposer les caractéristiques outrageusement négatives et arriérées de Donald Trump - son racisme, sa misogynie, son bellicisme, etc. - bien qu'il n'ait pas mâché ses mots au sujet de l'ordre du jour que suit le régime Trump.

« Parce que le racisme divise, que l'exploitation des minorités divise, crée la haine, l'aversion, le dédain et une place horrible où vivent les individus », a dit Jeremy Corbin. « Parce que lorsque vous avez créé cette haine, que vous avez détruit l'estime de soi des personnes avec cette forme de racisme, que vous n'avez pas créé un seul logis, formé une seule infirmière ou défendu l'environnement naturel, vous avez créé un sentiment de haine plus prononcé qui accompagne ces choses. »

Mais ce qui a été le plus applaudi par cette portion de l'humanité qui était là pour s'opposer à cet ordre du jour, ce fut l'appel à ce que le peuple lui-même affirme ses droits, travaille ensemble à un monde meilleur. « Pensez-y s'il-vous-plaît, pensez à un monde qui se donne comme objectif la paix et le désarmement, qui défait le racisme et la misogynie », a-t-il dit, avant de terminer son discours en exhortant tout un chacun à se joindre au travail pour créer ce monde.



Un mur à Portsmouth qui empêchait les gens de s'opposer à la participation de Trump aux commémorations du Jour J

Les manifestants étaient déterminés à accomplir leur plan de marcher vers Parliament Square, en

dépité du fait que les autorités bloquaient la route menant de Downing Street au Square, et ils ont entrepris de marcher vers le Parlement en passant par les quais. Un autre rassemblement militant y a eu lieu, malgré les fréquentes ondées, et l'espace plus ouvert offrait l'occasion de discuter, notamment avec de jeunes Américains qui insistaient pour dire que Trump ne les représente pas. Il est clair que cette manifestation de personnes de tous milieux, avec un grand nombre de bannières et de pancartes créatives, a exprimé que Trump n'était pas le bienvenu, et que le peuple doit établir son propre ordre du jour et bâtir le mouvement pour s'investir du pouvoir. Plusieurs centaines de copies de la déclaration du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) ont été distribuées, bien reçues et lues sérieusement.

Le jour suivant, le 5 juin, un rassemblement important a eu lieu à Portsmouth pour dénoncer Trump et sa présence aux commémorations du Jour J. Les autorités avaient même construit un mur pour empêcher les personnes ordinaires de participer aux activités du 75e anniversaire. En plus de protester contre Trump et d'affirmer la nécessité d'un gouvernement antiguerre, de nombreuses personnes ont rendu hommage aux vétérans du Jour J au cénotaphe et gardé une minute de silence en leur honneur.

Londres, 4 juin 2019









Newcastle, 3 juin 2019



Portsmouth, 5 juin 2019



(Photos: Workers' Weekly, Stop Trump, O. Jones, B. Birchall, L. Abravenal, A. Womack, I. Infantis, M. Roberts, M. Saleem)



Le recours aux «moyens diplomatiques» pour forcer un changement de régime

D'autres mesures désespérées du Groupe de Lima

- Margaret Villamizar -



Piquetage contre la rencontre du Groupe de Lima à Ottawa, le 4 février 2019

Les pays du Groupe de Lima^[1], créé pour aider les États-Unis à atteindre leur objectif de changement de régime au Venezuela, se sont réunis le 6 juin au Guatemala. La déclaration émise à l'issue de la rencontre peut être considérée comme une nouvelle tentative désespérée de dissimuler la litanie d'échecs des États-Unis, qui agissent par le biais de leur marionnette Juan Guaido et du gouvernement parallèle qu'on dit dirigé par lui. Elle regorge de diatribes faisant écho aux mensonges émanant des États-Unis qui tentent de lier le gouvernement vénézuélien et le président Nicolás Maduro à la « corruption, au trafic de drogue et à la criminalité transnationale organisée » et à la protection sur le territoire vénézuélien d'« organisations terroristes et de groupes armés illégaux ».

La déclaration rejette la proposition faite par le président Maduro le 20 mai de la tenue d'élections législatives anticipées en vue de dissiper la crise politique au Venezuela et de trouver une « voie politique, constitutionnelle et démocratique ». Au lieu de cela, le Groupe de Lima demande la tenue de nouvelles élections présidentielles pour remplacer le président Maduro, comme s'il avait le droit de dicter aux Vénézuéliens qui ils peuvent et ne peuvent pas élire. Des élections à l'Assemblée nationale devaient se tenir en 2020, mais depuis trois ans cette instance est déclarée coupable d'outrage à la Cour suprême et que toutes ses décisions sont « nulles et non avenues », après qu'elle a défié une ordonnance judiciaire visant à renvoyer trois députés accusés de fraude électorale lors des élections de décembre 2015, entre autres. De plus, plusieurs de ses membres sont présentement détenus, ont fui le pays ou sont passés à la clandestinité, accusés de participation active au coup d'État échoué du 30 avril.

La déclaration appelle ensuite avec arrogance quatre pays, dont Cuba, « qui soutiennent toujours le régime illégitime de Maduro », à faire partie des intrigues du groupe de Lima qu'elle présente comme la solution à la crise que le groupe alimente lui-même.

Dans ce qui a été considéré comme un enregistrement secret, fuité par le *Washington Post* et rendu public le 5 juin, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, s'adressant à un groupe de personnes à New York à huis clos, exprime sa frustration face à ses efforts pour travailler avec l'opposition vénézuélienne divisée. Pompeo a dit que la stratégie américaine visant à se débarrasser du président Maduro était désormais centrée sur Cuba et sur la recherche d'un moyen de « couper ses liens » avec

le Venezuela. « Nous travaillons d'arrache-pied pour réaliser cela », a-t-il déclaré.

Juste avant que les propos de Pompeo ne soient révélés, les États-Unis avaient renforcé leur blocus punitif contre Cuba en annonçant de nouvelles restrictions drastiques sur les voyages à Cuba à partir des États-Unis, interdisant l'accostage des navires de croisière dans les ports cubains et interdisant l'accès aux voyages éducatifs et culturels de peuple-à-peuple, qui sont les formes de voyage les plus populaires à Cuba pour les citoyens américains et ceux qui s'y rendent à partir des États-Unis.



C'est dans ce contexte que la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, s'est investie du rôle de la bonne policière pour tenter de convaincre Cuba que ses intérêts seraient mieux servis en « coupant les liens » avec le Venezuela. Il n'est pas inconcevable que la suspension par le Canada des services de traitement des visas à La Havane, obligeant les Cubains à se rendre dans un pays tiers à cette fin, serve de levier dans ce projet.

Le 7 juin, le lendemain de la rencontre, la ministre Freeland a rencontré à Toronto le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla. A l'issue de cette réunion, Freeland a évoqué en conférence de presse ce qu'elle a appelé « une convergence internationale autour de la nécessité d'une transition pacifique au Venezuela débouchant sur des élections libres et équitables et le retour à la démocratie », et a déclaré que « Cuba aura un rôle à jouer dans cela ». Ses paroles étaient censées donner l'impression qu'elle avait réussi à amener Cuba à renoncer à sa position de principe consistant à défendre le droit souverain du peuple vénézuélien de décider de ses propres affaires sans ingérence étrangère et à se joindre à une clique de gouvernements qui font les quatre volontés des États-Unis. Tout cela dans le but de tenter de renverser le président constitutionnellement élu du Venezuela, Nicolás Maduro, ce que le gouvernement libéral qualifie de « transition pacifique vers la démocratie ». Elle a agi ainsi en dépit du fait que le ministère cubain des Relations extérieures avait clairement indiqué, dans une déclaration publiée quelques jours auparavant, que son soutien de principe au président Maduro et à la révolution bolivarienne n'était « pas négociable ».

Peu importe l'intensité avec laquelle les forces qui fomentent le changement de régime disent qu'elles s'opposent à l'intervention militaire et oeuvrent à une « transition pacifique vers la démocratie », elles sont déjà engagées dans un violent assaut contre le peuple vénézuélien sous la forme d'un blocus économique, financier et commerciale implacable qui cause la mort de personnes faute de traitement médical. Elles prônent également une explosion sociale qui servira à justifier que le Venezuela soit qualifié d'État défaillant qui nécessite une « intervention humanitaire ». Cela ne doit pas passer.

Notes

1. Le Groupe de Lima réunit une minorité de pays de l'Organisation des États américains et a été créé dans le seul but d'imposer un changement de régime au Venezuela. Il comprend l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Panama, le Paraguay, le Pérou et un représentant de la marionnette américaine Juan Guaido qui prétend représenter le Venezuela.



Le Canada ferme son ambassade au Venezuela

Concert à Ottawa

Tambours pour la paix au Venezuela



Samedi 22 juin - 19 h

Quaker Meeting House, 91A Fourth Ave.

[Facebook](#)

Le 2 juin, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a annoncé que le Canada fermerait temporairement son ambassade au Venezuela. Dans sa déclaration, Freeland a dit : « Malheureusement, à la fin de ce mois-ci, les diplomates canadiens au Venezuela ne seront plus en mesure d'obtenir une accréditation diplomatique sous le régime de Maduro, et leurs visas vont arriver à échéance. Pour cette raison, nous n'avons d'autre choix que de temporairement suspendre notre opération à l'ambassade du Canada au Venezuela. » Elle a aussi affirmé que le Canada « évaluerait aussi le statut » de diplomates vénézuéliens au Canada nommés par le président Maduro.

Cette action agressive du gouvernement canadien est la continuation de sa participation aux tentatives dirigées par les États-Unis d'imposer un changement de régime au Venezuela. Durant la réunion du Groupe de Lima à Ottawa le 4 février, le Canada a présenté une proposition d'utiliser les moyens diplomatiques pour forcer un changement de régime et renverser le gouvernement démocratiquement élu du président Maduro. Prétendre qu'il s'agit de défendre la démocratie au Venezuela est le comble du ridicule.

Prétendre que le Canada n'a pas d'autre choix est tout à fait malhonnête. Selon les informations obtenues de l'ambassade du Venezuela au Canada, Affaires mondiales a commencé à refuser des visas en janvier de cette année en ne renouvelant pas le visa du consul du Venezuela à Vancouver. Cela fait partie d'un plan systématique d'ingérence dans les activités légitimes de diplomates vénézuéliens au Canada en forçant la fermeture des consulats de Vancouver, de Toronto et de Montréal.

Sans aucun doute, cette nouvelle crise des relations diplomatiques entre le Canada et le Venezuela fait partie de l'assaut dirigé par les États-Unis et mené contre le Venezuela, et est un prélude au recours à la force. Prétendre que c'est le « régime Maduro qui a pris les mesures pour limiter la capacité des ambassades en fonction au Venezuela » est d'une hypocrisie sans bornes.

Rencontre des ministre cubain et canadien des Affaires étrangères à Toronto

Le ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez Parrilla, a été accueilli vendredi dernier [7 juin] par l'honorable Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères du Canada, au cours d'une visite de travail du ministre cubain au Canada. Cette réunion est la suite d'une réunion précédente qui a eu lieu entre les deux ministres des Affaires étrangères à la Havane le 16 mai dernier.

Le ministre des Relations extérieures de Cuba a réitéré auprès de son homologue canadienne la préoccupation des autorités cubaines au sujet de la suspension de l'octroi de visas aux citoyens cubains au consulat canadien à la Havane. Il a expliqué que cette décision a déjà des répercussions sur les échanges dans plusieurs domaines des relations bilatérales, en particulier sur les familles cubaines, les familles canadiennes et les familles mixtes, qui doivent entamer une lourde procédure pour obtenir un visa, par exemple la nécessité de voyager dans un tiers pays, ce qui comporte des risques plus élevés pour leur sécurité et des coûts plus élevés. Il a aussi réitéré qu'il n'y a pas la moindre preuve de risque qui pourrait mettre en danger la sécurité des diplomates du Canada ou de tous autres pays basés à la Havane. Il a aussi ajouté qu'il n'existe aucune raison qui puisse justifier le retrait ou la réduction du personnel de la mission diplomatique canadienne à la Havane.

À la réunion, au cours de laquelle d'autres aspects liés aux relations bilatérales ont aussi été discutées, Rodriguez Parrilla a encore une fois fait part de sa reconnaissance pour la position adoptée par le gouvernement canadien contre l'application de la *Loi Helms-Burton* ainsi que pour l'appui traditionnel du Canada à la Résolution contre le blocus adoptée à chaque année par l'Assemblée générale des Nations unies.

Lors de la réunion, les deux ministres ont échangé au sujet de la situation régionale et internationale. Le ministre cubain des Relations extérieures a réitéré la solidarité ferme et indéfectible de Cuba envers le président Nicolas Maduro Moros, la République bolivarienne du Venezuela et l'union civique et militaire de son peuple et a appelé la ministre canadienne à appuyer l'initiative d'un dialogue respectueux avec le gouvernement vénézuélien fondé sur les principes du droit international et les énoncés de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix, en particulier le rejet du recours à la force ou la menace du recours à la force, l'égalité dans la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires internes des États et la mise en oeuvre de mesures coercitives unilatérales qui occasionnent des dommages humanitaires.

Le ministre cubain des Relations extérieures était accompagné de Josefina Vidal Ferreiro, l'ambassadrice cubaine au Canada, et d'autres représentants du ministère des Relations extérieures de Cuba.

Était aussi présent à la réunion Michael Douglas Grant, le sous-ministre des Affaires étrangères du Canada.

(Ministère des Relations extérieures de Cuba, 7 juin 2019)

Cuba n'est pas intimidée par les mesures de durcissement du blocus

- Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba -

Le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba rejette avec la plus grande fermeté les

mesures annoncées par le Gouvernement des États-Unis le 4 juin 2019, visant à renforcer le blocus économique qui nous est imposé depuis plus de 60 ans, et qui jusqu'en 2018 a provoqué des préjudices à l'économie cubaine calculés à plus 134 milliards de dollars à prix courant, soit 933 milliards de dollars compte tenu de la dévaluation du dollar face à la valeur de l'or sur le marché international.



D'après ce que l'on a pu savoir, cette nouvelle escalade amorcée le 5 juin est venue renforcer les restrictions déjà sévères imposées aux citoyens des États-Unis pour se rendre à Cuba, à quoi s'ajoutent des interdictions absolues pour les navires de toutes sortes en provenance des États-Unis et interdit de manière immédiate aux navires de croisière de visiter notre pays.

L'intention reste la même : arracher des concessions politiques à la nation cubaine, en étouffant l'économie et en causant des dommages au niveau de la population. Dans ce cas particulier, les mesures visent également à empêcher le peuple des États-Unis de connaître la réalité cubaine et, par conséquent, de contrecarrer l'effet de la propagande diffamatoire déversée chaque jour contre notre pays.

Ces actions font fi de l'opinion majoritaire des citoyens des États-Unis, dont l'intérêt à connaître Cuba et à exercer leur droit de voyager a été confirmé par les voyages de 650 000 personnes qui nous ont rendu visite en 2018, dont un demi-million de Cubains vivant aux États-Unis.

Le 17 avril, le Conseiller à la sécurité nationale John Bolton, à l'occasion d'une mise en scène anticubaine qui incluait la présence de mercenaires vaincus à Playa Giron et de parents des sbires de la tyrannie de Fulgencio Batista, avait averti que son gouvernement restreindrait les déplacements non familiaux vers Cuba. Comme chacun sait, cet individu a réussi à prendre en otage la politique étrangère des États-Unis pour l'hémisphère occidental, ce qui constitue la principale menace à la paix et à la stabilité dans toute la région.

Les États-Unis prônent sans aucun scrupule la doctrine Monroe, à travers laquelle ils entendent nier l'égalité souveraine et le droit à l'autodétermination de chaque nation du continent.

Les récentes attaques contre Cuba se fondent sur de prétextes. Le plus connu d'entre eux est l'accusation calomnieuse selon laquelle Cuba intervient militairement au Venezuela, un mensonge qui a été rejeté publiquement et de manière soutenue par le gouvernement cubain.

Ils vont jusqu'à proposer sans vergogne à Cuba de trahir ses convictions et les principes qui ont

présidé à la politique étrangère de la Révolution cubaine, en échange de promesses de négociation ou d'allègement des mesures draconiennes et criminelles découlant du blocus économique.

La solidarité de Cuba avec le président constitutionnel Nicolas Maduro Moros, la Révolution bolivarienne et chaviste, et l'union civique et militaire de son peuple n'est pas négociable. Les plus de 20 000 coopérants cubains qui fournissent volontairement et généreusement des services sociaux dans ce pays, la plupart dans le secteur de la santé, y resteront tant qu'ils seront accueillis par le peuple vénézuélien, dans le cadre de notre coopération avec cette nation soeur.

Pour nous, les Cubains, la trahison n'est pas une option. Nous ne sommes pas naïfs, ce sont déjà 150 ans d'une lutte ardue pour notre indépendance, et nous avons dû affronter dès le premier jour les ambitions hégémoniques de l'impérialisme étasunien.

Cuba ne se laissera pas intimider, ni détourner des tâches essentielles et urgentes du développement de notre économie et de la construction du socialisme. Étroitement unis, nous parviendrons à faire face aux adversités les plus rudes. Ils ne pourront ni nous étouffer, ni nous arrêter.

(5 juin 2019)

Appel de la Conférence hémisphérique de solidarité anti-impérialiste pour la démocratie contre le néolibéralisme

- Institut cubain pour l'amitié avec les peuples -



Conférence de solidarité internationale, 2 mai 2019, La Havane

À la Conférence de solidarité internationale pour la paix mondiale et contre la guerre qui a eu lieu le 2 mai à La Havane, les peuples du monde ont convergé pour exprimer d'une seule voix leur revendication de paix mondiale. Ils ont condamné la *Loi Helms-Burton* et ont exigé que cesse le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis soixante ans par le gouvernement des États-Unis, ainsi que le retour du territoire occupé illégalement par la base navale américaine à Guantanamo.

C'est dans ce contexte que Fernando Gonzalez Llort, le président de l'Institut cubain de l'amitié avec les peuples (ICAP) a invité tous les participants et le mouvement de solidarité avec Cuba dans son ensemble à participer à une conférence hémisphérique de solidarité anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme à La Havane du 1 au 3 novembre 2019. « Peu importe l'obscurité qui couvre notre chemin, la réponse du peuple cubain sera de résister et nous obtiendrons toujours la victoire », a dit Gonzalez. Dans l'appel à l'événement, il est dit : « Sans négliger ou s'éloigner des ordres du jour spécifiques des nombreuses luttes que mènent nos organisations et nos mouvements, nous sommes conscients qu'il ne sera pas possible de confronter les ennemis de nos peuples de façon isolée, dispersée. »

Ainsi, on invite « les réseaux et les organisations du continent, les mouvements populaires et les forces politiques de gauche, le mouvement de solidarité, les mouvements de campesinos, de femmes, de féministes, de syndicalistes et de travailleurs marginalisés, les environnementalistes, les mouvements étudiants et de la jeunesse, religieux, autochtones, ethniques, régionaux et LGBT... tous les secteurs engagés dans la lutte pour arrêter l'avance de la droite néolibérale, pour bâtir et défendre un projet émancipateur commun. » Le deuxième appel à la Conférence hémisphérique est publié intégralement plus bas.

LML lance l'appel les Canadiens à s'organiser pour participer à cette conférence qui servira de lieu important de convergence pour tous ceux qui luttent pour le changement social chez eux et en appui à ceux qui partagent une lutte commune à l'étranger.

Texte de l'appel

Lorsque la Journée continentale pour la démocratie et contre le néo-libéralisme a été initiée en 2015, les mouvements sociaux et populaires et les réseaux d'organisations régionales ont promu le développement de liens fondés sur l'œcuménisme et le pluralisme ayant comme principaux objectifs le consensus, la défense de la démocratie, la souveraineté et l'intégration des peuples, ainsi que la lutte contre la libre-échange et l'expansion des transnationales dans la région.

Ces dernières années, nous avons pu observer une résurgence du néolibéralisme conservateur sur le continent, caractérisée par le pillage de la propriété commune, l'exploitation et la précarisation du travail, l'endettement massif, la dépendance sur le système financier international, les crises migratoires, environnementales et alimentaires, le fondamentalisme religieux, l'effritement et même la destruction de la démocratie formelle, la criminalisation et la judiciarisation de la politique, l'assassinat de dirigeants sociaux, la guerre médiatique, les attaques contre les organisations progressistes et populaires, les discours et les actes haineux, le racisme, la xénophobie, la discrimination, le manque total de respect envers les droits humains et l'impunité absolue qui sous-tend tous ces abus.

Sans négliger ni s'éloigner des ordres du jour spécifiques des nombreuses luttes dans lesquelles nos organisations et nos mouvements sont engagés, nous sommes conscients qu'il ne sera pas possible de confronter les ennemis de nos peuples dans l'isolement, dans la dispersion de façon isolée, dispersée.

Les formes organisationnelles que nous cultivons aujourd'hui par ce processus rassembleur et d'unification ne suffisent pas pour contribuer à cet effort pour renouer les liens. C'est pourquoi nous avons convoqué des réseaux et des organisations du continent, les mouvements populaires et les forces politiques de gauche, le mouvement de solidarité, les mouvements de campesinos, de femmes, de féministes, de syndicalistes et de travailleurs marginalisés, les environnementalistes, les mouvements étudiants et de la jeunesse, religieux, autochtones, ethniques, régionaux et LGBT... tous les secteurs engagés dans la lutte pour arrêter l'avance de la droite néolibérale, pour bâtir et défendre un projet émancipateur commun.

Nous avons convoqué la Conférence hémisphérique de solidarité anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néo-libéralisme qui aura lieu à la Havane, à Cuba, du 1 au 3 novembre 2019.

Le deuxième appel à la Conférence anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néo-libéralisme, que nous avons convoquée en janvier dernier, est aussi lancé au Mouvement de solidarité avec Cuba de notre hémisphère pour appuyer les justes causes auquel il est engagé et pour consolider l'unité de lutte et de résistance contre l'escalade agressive et fasciste de la politique impérialiste dirigée par le gouvernement des États-Unis, entraînant dans leur sillage les oligarques et les gouvernements dociles à leurs intérêts. Plusieurs activistes du mouvement de solidarité sont aussi engagés dans des luttes sociales. Aussi un grand nombre d'organisations participent à nos plateformes, comme la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme en soi, tout en étant très actives dans le mouvement de solidarité avec Cuba, ce qui nous consolide de part et d'autre.

Nous vous invitons à participer à cet événement et de vous en servir pour témoigner de notre volonté de nous battre, de notre solidarité et de notre victoire, et pour consolider et élargir nos liens au maximum avec le plus grand nombre et la plus grande diversité d'organisations, de mouvements et d'expressions sociales qui trouvent leurs racines dans nos pays, à la base de nos organisations.

Nous voulons nous réunir à la Havane pour promouvoir un ordre du jour stratégique commun et un plan d'action pour toute l'hémisphère à la défense de la démocratie et de la justice sociale pour nos peuples, où la solidarité avec toutes les causes justes est une arme essentielle.

Il est nécessaire de développer des stratégies de communication afin de participer de manière efficace à la bataille des idées, élargir et consolider la convergence des médias de nos organisations et de nos méthodes de combat, surmonter les différences et nous engager à l'unité dans l'action fondée sur le dialogue sur les traditions, les différentes expériences accumulées et les alternatives émergentes.

Les organisations sociales, politiques et de masse cubaines et l'Institut cubain d'amitié avec les peuples offrent à nouveau un territoire symbolisant la rébellion, la résistance et les alternatives, un espace de confiance, de solidarité et d'engagement pour développer la lutte.

*Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme
Chapitre cubain des Mouvements sociaux
Institut cubain d'amitié avec les peuples*

Pour confirmer votre participation à la rencontre, veuillez envoyer un message aux adresses électroniques suivantes : enc.jornada2019@gmail.com / icap@icap.cu

(Traduction: LML. Photo: Prensa Latina)



Argentine

La réponse du mouvement ouvrier à l'exacerbation de la crise néolibérale

- Miranda Jolie -

Mercredi le 29 mai, les travailleurs de l'Argentine ont organisé leur cinquième grève générale contre l'administration néolibérale du président Mauricio Macri depuis qu'il a pris le pouvoir en 2015. La grève, qui a duré 24 heures, a été organisée par la Confédération générale du travail (CGT), la principale organisation syndicale du pays.

Les transports publics ont été paralysés toute la journée et aucun vol domestique ou international n'a quitté ou atterri aux aéroports principaux du pays. Les classes de l'élémentaire, du secondaire et du niveau universitaire ont été interrompues, et il en a été de même des services bancaires et des services public de santé car tous les travailleurs de ces secteurs se sont joints à la grève. Les membres des mouvements sociaux et d'autres personnes se sont joints aux travailleurs membres des 70 syndicats qui ont manifesté dans les rues. Des activistes ont fourni de la nourriture gratuitement dans de grosses marmites pour illustrer à quel point les Argentins ont faim à cause des sévères mesures d'austérité qui ont été imposées par le gouvernement et le Fond monétaire international (FMI).



Les rues de Buenos Aires sont vides pendant la grève générale du 29 mai 2019 contre l'offensive néolibérale antisociale du gouvernement Macri.

Dans un pays comme l'Argentine, qui a une fière tradition de syndicalisme, les grèves générales sont perçues comme des messages clairs aux présidents sortants, bien que l'importante réduction des travailleurs syndiqués ces dernières années ait eu comme effet que l'impact de ces grèves n'est pas ce qu'il a déjà été. De plus, en dépit de ces grèves générales, le mouvement ouvrier est loin d'être uni. Il existe plusieurs lignes de division et des factions au sein du leadership avec leurs propres objectifs et ordres du jour différents. Néanmoins, la situation est si grave que les syndicats ont trouvé le moyen d'agir de concert et de s'unir pour contester massivement l'austérité imposée par le gouvernement Macri et le FMI. Maintenant, le gouvernement cherche à négocier avec divers dirigeants de la CGT et de la Centrale des travailleurs d'Argentine, la deuxième plus grande organisation syndicale du pays, afin d'éviter le déclenchement d'une autre grève générale avant la fin de l'année.

Un scénario inquiétant

L'Argentine vit présentement une situation économique consternante (l'activité économique a chuté de 6,8 % de mars 2018 à mars 2019) et il n'y a aucun signe de reprise et d'amélioration à l'horizon. Selon l'Observatoire de la dette étrangère de l'Université métropolitaine pour l'éducation et le travail, la dette publique de l'Argentine atteint approximativement 332 milliards de dollars US et représente 86,2 % du PIB. La dette extérieure en représente la plus grande partie, et le gouvernement Macri a ajouté 187 milliards à la dette extérieure du pays depuis qu'il a pris le pouvoir en 2015. Selon les résolutions du ministère des Finances, le gouvernement a honteusement renoncé à la souveraineté du pays sur ses ressources naturelles en les utilisant comme garanties pour assurer leur tribut aux détenteurs de la dette extérieure d'une manière ou d'une autre.



Manifestation d'enseignants et d'étudiants le 16 mai 2019 contre les coupures à l'éducation

D'autre part, les élections générales auront lieu en octobre et les observateurs étrangers et locaux ont les yeux rivés sur l'Argentine et sa dette. Il y a deux résultats possibles à ces élections en ce moment, selon les différents sondages. L'un serait la réélection de l'administration actuelle et la continuation du désastreux modèle économique que Macri et les oligarques qui sont derrière lui ont imposé au pays. Le deuxième serait l'élection de l'opposition, dirigée par le mouvement péroniste, avec Alberto Fernandez comme président et l'ancienne présidente Cristina Fernandez de Kirchner comme vice-présidente, qui tentera de changer ce modèle contre un modèle plus axé sur la revitalisation du marché domestique et de l'activité industrielle.[1]

La préoccupation de l'oligarchie financière est que l'Argentine ne remboursera pas ses dettes, bien que les candidats potentiels assurent qu'elle le fera. Afin d'obtenir une mesure de sauvetage de 56 milliards de dollars U.S. du FMI, le gouvernement Macri s'est engagé à réaliser un budget équilibré en 2019 et un surplus en 2020 en imposant de sévères mesures d'ajustement structurel. En dépit de ce scénario faussement optimiste décrit par le gouvernement afin de vendre son ordre du jour antisocial et antinational, les experts économiques s'entendent pour dire que les mesures d'austérité du FMI sont là pour rester au moins pour dix autres années. Cela présume évidemment que les travailleurs ne vont pas réussir à s'organiser pour réaliser leurs propres revendications basées sur leur position qu'assez c'est assez et s'organiser pour mettre fin à cette situation par laquelle toutes les ressources du pays sont appropriées par les riches.

La réponse sociale

Depuis la formation de Cambiemos (Changeons), l'alliance électorale entre le Parti Proposition républicain de Macri et l'Union civique radicale, en préparation de l'élection de 2015, la situation sociale se détériore de plus en plus, selon différents indicateurs. Par exemple, au cours de la dernière année, la pauvreté s'est accrue de 32 % et l'emploi a baissé de 2,2 %

Un autre indicateur de la dégradation de la situation sont les actions et manifestations successives. La plus récente est la grève générale du 29 mai. Les arrêts de travail et les manifestations vont sans doute se poursuivre dans les différents secteurs de l'économie.

Ces dernières années, le peuple, les travailleurs et les syndicats argentins sont descendus dans la rue pour non seulement s'opposer au modèle économique axé sur l'austérité de Macri et de son gouvernement, mais aussi pour exiger la restauration de la négociation collective et la réduction des impôts des travailleurs qui ont perdu une grande partie de leur pouvoir d'achat en raison d'un taux d'inflation de 54 %, des augmentations continues des tarifs des services publics et d'une importante dévaluation monétaire. Pour bien saisir l'ampleur du problème, il suffit de mentionner les manifestations qui ont aussi lieu dans la communauté scientifique, qui a subi un redressement

brutal, alors que les programmes de prêts et bourses dans le domaine de la recherche ont chuté dramatiquement depuis 2015.



Les rues de Buenos Aires durant la grève générale de 24 heures le 6 avril 2017 contre les politiques néolibérales du gouvernement Macri, qui coïncidait avec l'ouverture du Forum économique mondial sur l'Amérique latine dans cette ville

« La tactique de la grève générale a été suivie parce qu'il n'y a pas eu de réponse, aucune réaction du gouvernement à nos revendications », a dit Hugo Moyano, le dirigeant d'une des branches de la Confédération générale du travail. « Il y a une grande insatisfaction vis-à-vis le gouvernement. Plusieurs travailleurs ont voté pour ce gouvernement parce qu'il devait se débarrasser des impôts sur le revenu. Ils lui ont fait confiance, mais cette fois ils ne feront pas la même erreur », a dit Moyano en pensant aux prochaines élections du 27 octobre.

D'autres dirigeants syndicaux se sont aussi exprimés à ce sujet, tels Hugo Yasky, le secrétaire général de la Centrale des travailleurs d'Argentine, qui a dit que « la grève du 29 mai laisse espérer qu'en octobre nous allons voter et défaire ce gouvernement qui confirme l'échec lamentable de la droite argentine ».

Il a dit que l'alliance Changement de Macri s'est d'abord promue comme une « expression du modernisme, mais nous a en fait ramenés au même désastre et à la même destruction du néolibéralisme dans les années 90 ».



Note

1. Le péronisme fait référence au mouvement politique argentin basé sur l'idéologie de l'ancien président Juan Domingo Peron, qui remonte à 1946, date à laquelle Peron a été élu pour ce premier des trois mandats. Les « trois drapeaux » du péronisme seraient la justice sociale, l'indépendance économique et la souveraineté politique.

(Sources: TeleSUR, Trading Economics, AFP)



Forum public à Toronto le 15 juin

Pour la paix, la sécurité et la dénucléarisation de la péninsule coréenne

Toronto

Samedi 15 juin 2019 - de 14 h à 18 h

Centre communautaire TNG, 349, rue Ontario

*Organisé par la Commission de vérité sur la Corée (section canadienne)
et la Fédération coréenne au Canada*

Pour plus d'information appeler au 416-768-1107 ou écrire à corfedca@yahoo.ca

Conférencier principal : professeur Kiyul Chung, rattaché au 21st Century Institute, à Washington, et professeur associé auprès de l'Université Kim Il Sung, à Pyongyang, en RPDC

Tout le monde est chaleureusement invité à un forum public sur la lutte pour la paix, la sécurité et la dénucléarisation de la péninsule coréenne à l'occasion du 19^e anniversaire de l'historique Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 signée par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RdC).

Ce forum a lieu dans le contexte des récents développements, notamment la Déclaration de Panmunjom entre la RPDC et la RdC en avril 2018 et les sommets RPDC-États-Unis qui ont suivi, soit celui de Singapour en juin 2018 et de Hanoï en février 2019. Ces développements ont ouvert la voie à une nouvelle ère de paix dans la péninsule coréenne et à la normalisation des relations entre la RPDC et les États-Unis en établissant un processus de mesures réciproques pour mettre fin à l'histoire passée d'hostilité et de confrontation. Cependant, les progrès vers une solution basée sur l'intérêt mutuel ont été bloqués par l'insistance de la partie américaine sur les demandes unilatérales de démantèlement de la capacité de défense légitime de la RPDC.



Supplément

75e anniversaire du jour J

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez Le Marxiste-Léniniste

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca